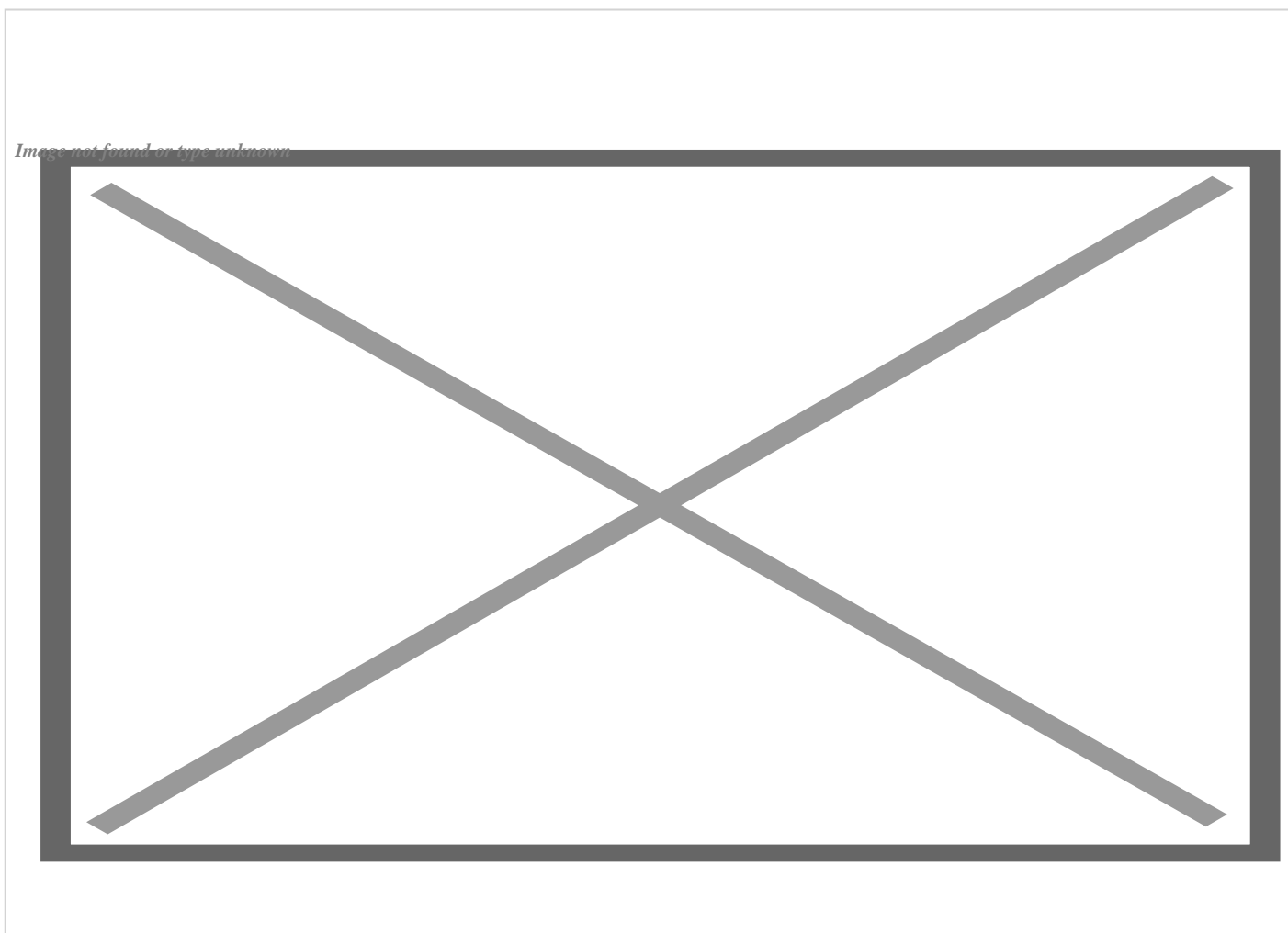


Le droit de Cuba de vivre sans blocus



Par María Josefina Arce (RHC)

Le pape François a récemment lancé un appel opportun à mettre fin aux agressions, aux blocus et aux sanctions. Cet appel a été lancé à un moment où le monde est témoin d'actions de plus en plus égoïstes, déstabilisantes et hégémoniques de la part de certaines nations puissantes contre les peuples plus humbles.

Le meilleur exemple est Cuba, nation qui est victime d'un blocus, long et criminel, imposé par les États-Unis depuis près de soixante ans. Ce blocus est resté inchangé d'une administration à l'autre, entravant le développement socio-économique de la plus grande des Antilles.

Un siège qui a renforcé son caractère génocidaire au milieu d'une pandémie qui exige, comme Cuba et d'autres nations l'ont répété, la solidarité et la coopération pour faire face à une maladie qui a causé la mort de près de cinq millions de personnes dans le monde.

La cessation de cette mesure unilatérale est une demande majoritaire des Etats membres des Nations Unies depuis près de trois décennies.

Le Président Mexicain Andrés Manuel López Obrador l'a souligné lors d'une de ses habituelles conférences de presse matinales en déclarant : "La levée du blocus contre Cuba n'est pas nouvelle, elle est réclamée depuis longtemps par le Mexique et le monde entier à l'Assemblée Générale des Nations Unies".

Mais les États-Unis font habituellement la sourde oreille à cette clameur mondiale et Ils prétendent d'ignorer qu'en juin dernier, par exemple, 184 nations ont condamné à New York, siège de l'ONU, le blocus économique qui frappe des secteurs essentiels comme la santé et l'éducation.

Une demande qui, tout au long de cette année, a pris une force particulière, elle a été soutenue en Europe, en Asie, en Amérique Latine, en Afrique et même aux États-Unis et elle a envahi les réseaux sociaux rappelant à l'actuel gouvernement nord- américain que le monde rejette cette mesure unilatérale.

Les pertes économiques sont considérables, s'élevant à 3 MILLIARDS 586 millions de dollars rien qu'entre avril et décembre 2020. Mais les dommages vont au-delà des coûts de plusieurs millions de dollars, car la douleur causée aux familles cubaines est incalculable.

Nombreuses sont les familles qui ont perdu un être cher en raison du blocus qui empêche l'accès à certains médicaments, traitements ou équipements médicaux dont certains composants sont fabriqués aux États-Unis.

Aucun domaine de notre économie n'échappe à cette politique cruelle, qui viole les droits de l'homme de onze millions de Cubains qui ont également vu, ces derniers temps, une intensification des actions déstabilisatrices de la part du pays voisin.

C'est ce qu'a clairement exprimé le Général de l'Armée Raúl Castro en avril dernier lorsqu'il a déclaré que "les dommages causés par ces mesures à la vie de la population ne sont ni fortuits ni le résultat d'effets collatéraux, mais la conséquence d'une intention délibérée de punir le peuple cubain dans son ensemble".

Le blocus américain est immoral et génocidaire. Il n'est ni légal ni éthique, car aucun pays n'a le droit d'en soumettre un autre, de tenter de lui imposer un système politique étranger et de le priver de son droit au progrès.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/274447-le-droit-de-cuba-de-vivre-sans-blocus>



Radio Habana Cuba